

Vivent les Comités d'usines !

DÉPUIS que les ouvriers des usines de la Région parisienne occupent leurs entreprises, chaque matin ils ouvrent les journaux ouvriers dans l'espoir de voir leurs luttes et leurs initiatives soutenues et popularisées dans toute la presse ouvrière. Mais aucun ne trouve dix lignes pour le faire. Ni les partis ouvriers ni la C.G.T. ne donnent une directive, un mot d'ordre de combat.

La lutte que vous avez entreprise pour vous libérer de l'exploitation des patrons, les justes revendications que vous avez mises en avant, les Comités d'usines que vous avez construits semblent victimes d'une véritable conspiration du silence.

Camarade de chez Renault, de chez Gnome, de chez Peugeot ne sois pas inquiet, sois fier de ton initiative. Tu es dans la voie de la libération de classe. Sache que tu n'es pas isolé, que comme toi des ouvriers de dizaines d'entreprises de la Région Parisienne ont repris les traditions de Juin 36, ont nommé leur Comité et luttent dans le silence.

Les Comités ont fait la preuve qu'on peut se passer des patrons !

Les premiers, les cheminots déclenchèrent leur grève générale. Pour leurs revendications, pour la libération de leurs emprisonnés, dépôts, voies, ateliers entrèrent en lutte et constituèrent leurs Comités de grève.

Puis ce fut dans les usines que se renoua la tradition de Juin 36. Ce fut vraisemblablement chez JUMO et B.M.W. d'Argenteuil que le mouvement prit naissance. La direction allemande s'étant enfuie en laissant les ouvriers sans salaires, ceux-ci occupèrent l'usine. Ils constituèrent un Comité provisoire puis convoquèrent une assemblée de l'usine qui élut démocratiquement le Comité d'usine. Celui-ci organisa la cantine, fit restituer les outils pillés, veilla à l'entretien de l'usine, procéda à la paye lorsque la direction rapporta des fonds.

Les mouvements s'étendit à des dizaines d'entreprises de la Région Parisienne qui toutes élurent ou ratifièrent leur Comité. Les usines furent d'abord occupées par des petites équipes d'ouvriers qui organisèrent l'occupation et la garde de l'entreprise. A la cantine, le jour de paye, par affiches, par cyclistes, puis par la presse, tous les ouvriers étaient convoqués pour des assemblées où le Comité était élu.

Partout, les prolétaires montrent l'exemple de l'ordre et de l'organisation dans l'usine : les locaux sont entretenus, aucun pillage n'a lieu, les gardes sont assurées de jour et de nuit. Jamais les cantines n'ont jamais si bien fonctionné.

Chez BLÉRIOT, le Comité a publié sa Charte. Le Comité social est répudié comme organisme de collaboration de classes. Des commissions se répartissent les tâches. Une commission d'épuration est désignée qui mettra à la porte les ennemis de la classe ouvrière.

A la C.M.S.C., les ouvriers exproprièrent la cantinière qui les escroquait depuis des années. Ils désignent un Comité de gestion de la cantine, laquelle n'a jamais si bien marché. Les revendications des ouvriers sont immédiatement accordées par eux aux employés de la cantine.

Une Milice Ouvrière bien armée est organisée qui assure la garde de l'usine.

Chez JUMO, la paye est organisée sans patron avec le concours de la comptabilité. Le chef du personnel est traduit devant un tribunal du peuple qui le condamne à une surveillance de tous les instants par un milicien ouvrier.

A la B.M.W., les ouvriers, en accord avec les techniciens étudient un plan de remise en marche de l'usine.

Partout, chez RENAULT, SALMSON, CAUDRON, PANHARD, GNOME, FARMAN et des dizaines d'autres usines les ouvriers s'organisent et montrent leur capacité à contrôler et à diriger les entreprises.

Partout, des cahiers de revendications sont établis et déposés à la direction. Partout, sont exigés la restitution des droits conquis en Juin 36, les 40 heures, le droit syndical, le droit d'assemblée dans l'usine, l'échelle mobile des salaires et surtout une augmentation de 40 à 60 %, est exigée, avec l'intégration des primes dans le taux d'affutage, le salaire égal pour un travail égal, la suppression des catégories et de toutes les lois et de la Charte de Vichy. Les cahiers réclament aussi la réintégration des mutés, des réfractaires, des condamnés politiques. Partout, les ouvriers exigent le contrôle sur la cantine, sur l'embauchage et le débauchage, sur la comptabilité et sur la production.

Vive la démocratie prolétarienne !

Après les années d'oppression et de clandestinité les travailleurs soulent et veulent s'exprimer, ils veulent prendre eux-mêmes en mains leur propre sort. Par l'élection des Comités, ils ont constitué la meilleure

forme de direction restant sous leur contrôle. Les Comités sont constitués par les délégués des ateliers et service qui élisent parmi eux un bureau. Mais ces délégués et ce bureau restent sous le contrôle permanent de tous les travailleurs

Les délégués et le bureau sont révoqués à tout instant par les assemblées d'atelier et d'usine. Ils sont tenus de rendre des comptes permanents de leur activité devant les assemblées. Au moins chaque semaine se réunit une assemblée générale qui décide de la marche à suivre.

De plus, dans quelques entreprises (JUMO, S.A.C.A.M. etc...), et cet exemple sera suivi de toutes, le Comité a installé un Journal mural où toutes ses décisions, tous ses comptes, tous ses pourparlers avec la direction sont affichés. Plus de diplomatie secrète, plus de chefs infailibles, les travailleurs ont droit de regard sur toute l'activité de leur Comité. Dans ce journal, chaque travailleur peut apporter toutes ses suggestions et toutes ses critiques. Dans certaines usines fonctionne une tribune libre où chaque ouvrier, à quelque parti prolétarien qu'il appartienne a le droit de

prendre la parole pour apporter son point de vue. Voilà la véritable liberté de parole !

Dans les usines où les Commissions exécutives syndicales fonctionnent comme Comité, elles doivent de la même façon rester sous le contrôle complet des ouvriers. Ceux-ci savent mieux que n'importe qui ce qu'ils veulent et ce qui doit être fait pour vaincre. Tous les ouvriers sont syndiqués, et tous ont le droit de contrôler de nommer et de révoquer leurs délégués. C'est devant les intérêts et la volonté de la base que doivent plier les responsables. Ceux qui refusent le contrôle des travailleurs ne sont pas dignes de les représenter, car « seuls les traités ont peur du peuple ».

Attention à « la pause »

Chaque travailleur sait que si depuis Juin 36 tout ce qu'il avait conquis alors lui fut repris, c'est parce qu'il avait retiré la main qu'il avait posé sur la gorge du patron. Chaque travailleur se dit qu'en 36 il a été berné, mais que cette fois il ira jusqu'au bout. Si au lieu du Pain, de la Paix de la Liberté, les ouvriers ont eu la famine, la guerre et les camps de concentration c'est parce qu'on leur fit faire « la pause ». Le Parti So-

« LA VÉRITÉ » doit paraître immédiatement !

TOUS nos camarades, tous nos amis nous demandent : « Et La Vérité ? Quand paraîtra-t-elle ? Pourquoi ces inconcevables retards ? ».

Notre journal, qui a publié d'août 40 à août 44 75 numéros ronéotés et imprimés pendant la terreur de Pétain et d'Hitler, n'a pas encore pu paraître. Le président de la presse clandestine a bien constaté par écrit qu'il remplissait toutes les conditions pour paraître de plein droit. Mais le dossier est enterré au milieu de dizaines d'autres. Ainsi, notre mouvement qui publiait plus de 30 journaux clandestins sous Hitler se voit lanterner, renvoyer de bureaux en bureaux alors que Le Figaro réapparaît avec les frères Tharaud, fascistes et antisémites, que le trust Prouvost réapparaît à la surface, sans parler des nombreux journaux qui paraissent du seul fait qu'ils ont derrière eux quelques commanditaires. Ainsi, pour nous, l'ère de la liberté de la presse, c'est l'heure du baillon.

Au nom des centaines de nos militants tombés dans la lutte, assassinés ou déportés, nous réclamons le droit immédiat à la parole. Nous ne nous laisserons pas baillonner. Nous demandons aux ouvriers dans les usines de faire des pétitions et des résolutions pour que soit autorisé sans aucun délai le seul journal qui parle de leurs luttes, le seul journal qui défende les Comités d'usines, le seul journal qui mène le combat pour la victoire prolétarienne.

Vive la liberté de la presse !